

GAËTAN VAN GOIDSENHOVEN

Député bruxellois

Interpellation de Monsieur Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN, Député, adressée à Mme. Barbara TRACHTE, Ministre-présidente en charge de la Coordination de la politique du Collège et à M. Rudi Vervoort, ministre en charge de la Culture

Objet : la promotion et la défense de la langue française en Région bruxelloise par la COCOF dans le cadre de la Journée internationale de la Francophonie

Madame la Ministre-présidente,

Récemment, est paru dans la revue « les cahiers de psychologie politique » un article au titre évocateur : « le recul de la francophonie ». Cet article s'intéresse à la situation et à la position du français dans diverses instances européennes et académiques, mais il s'intéresse également au cas bruxellois¹, assez évocateur s'il en est.

L'auteur nous explique qu'il constate pour notre capitale : « *une forme de renoncement francophone²* ». Il donne notamment en exemple toute une série d'organismes public bruxellois dont l'anglicisation des noms a été amorcée il y a une dizaine d'années. On peut également évoquer d'autres exemple de la place de plus en plus prépondérante que prend l'anglais au sein de notre Région, comme le terme de « Journées du Patrimoine » qui a été absorbé et quasiment éclipsé par l'appellation *Heritage Days*.

L'auteur de l'article annonce la couleur sans détours dans sa conclusion : « *L'avenir de la langue française reste actuellement incertain. Il peut prendre la forme d'un basculement du français vers une position de simple langue vernaculaire ou se présenter sous un jour plus favorable avec la préservation d'un statut de langue mondiale* ».

L'année dernière, on comptait plus de 321 millions de locuteurs dans le monde, ce qui en fait la cinquième langue la plus parlée au monde. Le français reste la deuxième langue d'usage dans les instances internationales. Même si, depuis nombre d'années, l'unilinguisme anglais tend à réduire le français à la portion congrue en leurs seins.

J'aimerais ajouter que la tendance à promouvoir l'usage de plus en plus exclusif de l'anglais au détriment des langues nationales n'est en rien un progrès du multilinguisme au cœur de la capitale belge et européenne mais bien une atteinte dangereuse au respect de la diversité linguistique et culturelle indissociable de l'héritage européen qui proclame, au contraire, l'unité dans la diversité.

¹ <https://www.lalibre.be/belgique/societe/2023/02/08/le-francais-est-il-menace-par-langlais-a-bruxelles-comment-larrivee-de-rudi-vervoort-a-ete-un-tournant-politique-UFLZ3ROB5JCMVFWLD5BKBAF2J4/>

² <https://cpp.numerev.com/articles/revue-42/2854-le-recul-de-la-francophonie>

A ce propos, la Journée internationale de la langue française et de la Francophonie approche à grands pas. Je m'inquiète pourtant de ne voir sur le site 20mars.francophonie.org qu'une seule activité prévue à cet effet en Belgique, à Gand pour être plus précis. Certes, la présence du français y est attestée depuis le Moyen-Âge mais cette ville n'est pas ce qu'on pourrait appeler une ville francophone à part entière, vous me le concéderez.

Je vous avais interrogé l'année dernière sur ce même manque de proactivité de la COCOF concernant cette Journée de la francophonie. Vous m'aviez toutefois indiqué que certaines activités étaient quand même coorganisées par la COCOF, démontrant donc un certain manque de communication sur le sujet.

Dès lors, Madame la Ministre-présidente, qu'en est-il pour cette année 2023 : des activités en partenariat ou directement organisées par la COCOF sont-elles prévues à cette occasion ?

Des contacts avec la Fédération Wallonie-Bruxelles pour mettre sur pieds des activités ce jour-là ont-ils été noués ?

Pourquoi un tel manque de communication et de proactivité de la part de la COCOF autour de cet évènement ?

Vous indiquiez, lors de ma dernière interpellation sur le sujet, qu'une collaboration entre la COCOF et l'Alliance française Bruxelles-Europe était alors en cours. Collaboration basée sur des subsides par la COCOF. La COCOF subventionne toujours-t-elle l'Alliance française Bruxelles-Europe ? Une collaboration plus étroite avec elle est-elle à l'étude ?

Des partenariats avec d'autres organismes de promotion de la langue française sont-ils en cours ou en discussion ?

Ce qu'il faut, à mon sens, ce ne sont pas des subventions à gauche à droite mais une vraie politique de promotion et de défense du français. La mise en place d'un groupe de travail chargé d'émettre des propositions pour vraiment promouvoir et défendre le français à Bruxelles est-il à l'étude ?

D'autres pistes allant dans ce sens sont-elles en cours d'examen ou à l'étude ?

Des mesures visant à une réappropriation nécessaire de la COCOF de son rôle de valorisation du français, dans un contexte où la dynamique régionale semble ne plus fixer de limites à sa course effrénée au "tout à l'anglais", sont-elles à l'étude ?

Vos prédécesseurs avaient exprimé, du moins facialement, leur engagement à promouvoir l'usage du français tout en s'inquiétant de son érosion dans l'espace public bruxellois. Or, permettez-moi de souligner que je n'ai pas l'impression de retrouver cette préoccupation dans votre chef.

D'avance, je vous remercie pour vos réponses.



Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN
Député